

Principe de la TVA

Les personnes physiques ou morales « assujetties à la TVA » ne versent à l'état que la différence entre la TVA qu'elles perçoivent lors de leurs ventes et celle qu'elles ont elles-mêmes versé lors de leurs achats. Ainsi, on ne taxe que la « valeur ajoutée ».

Les opérations soumises à TVA

Il y a lieu de distinguer les opérations qui se situent hors du champ d'application de la TVA et les opérations qui, se trouvant dans le champ d'application de la TVA sont assujetties à la TVA ou en sont exonérées.

Opérations hors du champ d'application de la TVA

- opérations réalisées par les non-assujettis : les personnes qui ne sont pas indépendantes (salariés) ou encore les organismes publics pour les opérations réalisées en tant qu'autorité publique, opérations à caractère social (actes médicaux), les opérations d'exportation et les livraisons intracommunautaires

Opérations imposables en vertu de leur nature ou de la qualité de leur auteur : les livraisons de biens et les prestations de services qui relèvent d'une activité économique effectuée à titre onéreux par un assujetti.

- livraisons de biens : toutes les opérations de ventes de biens corporels
- prestations de services : opérations autres que la vente de bien corporels (transports, travaux d'études, expertises, etc.).
- notion de titre onéreux : opérations conclues en échange d'une contrepartie, mais pas forcément monétaire
- notion d'assujetti : toutes les personnes physiques ou morales qui effectuent de manière indépendante, que ce soit de manière habituelle ou occasionnelle, des opérations touchées par la TVA.

Opérations imposables en vertu d'une disposition expresse du législateur : concerne les livraisons à soi-même. Cette opération est obligatoirement soumise à la TVA. D'autre part cette catégorie vise aussi la production et la vente d'immeubles neufs.

Opérations soumises sur option à la TVA : certaines activités ne sont pas soumises à la TVA selon les règles du droit commun de la TVA, mais les organismes ou les personnes qui les réalisent sont autorisées à se soumettre volontairement à ce régime (artistes, sportifs). Ils y trouvent intérêt car ils peuvent ainsi récupérer la TVA qu'ils payent habituellement sur leurs achats, ce qu'ils ne pouvaient faire tant qu'ils ne collectaient pas la TVA.

Territorialité de la TVA

Opérations soumises à la TVA :

- Les livraisons de biens au départ de la France métropolitaine pour la France métropolitaine
- les importations, donc les livraisons de biens dont le lieu de départ est à l'étranger

Opérations exonérées de la TVA :

- Les livraisons de biens au départ de la France vers l'étranger et les collectivités territoriales

La TVA collectée

La TVA collectée est celle que les assujettis facturent à leurs clients. Elle suit les règles relatives à la base d'imposition, au taux applicable et au fait générateur.

La base d'imposition : elle est composée de toutes les sommes reçues ou à recevoir par le fournisseur ou le prestataire de services en contrepartie de la livraison ou de la prestation. Ainsi la TVA doit être calculée sur l'ensemble du prix de vente du bien, en y ajoutant s'il y a lieu les frais de port et d'emballage, et en excluant les taxes.

Le taux normal : à 19,6%, qui s'applique à toutes les opérations de ventes de biens ou de services excepté celles soumises par la loi à un autre taux

Le taux réduit : à 5,5%, pour les produits de première nécessité et de consommation courante : biens alimentaires non transformés par exemple, ainsi que certains produits culturels comme les livres

Le taux super-réduit : à 2,1% (considéré comme un taux particulier), qui ne concerne que très peu de catégories de biens, par exemple les médicaments remboursables par la Sécurité sociale, les publications de presse... D'autres taux réduits spécifiques existent aussi pour la Corse et les DOM.

Le fait générateur

- Le fait générateur se produit au moment de la livraison, de l'achat, de l'acquisition intracommunautaire ou de la prestation de service.
- La taxe est exigible pour les livraisons, achats, et acquisitions intracommunautaires lors de la survenance du fait générateur. Elle intervient pour les prestations de services lors de l'encaissement du prix ou des acomptes.

La TVA déductible

Les assujettis à la TVA bénéficient de la possibilité de déduire la TVA qu'ils ont supporté sur leurs achats de biens ou de services nécessaires à leurs activités.

Ce mécanisme a été mis en place afin que la TVA reste neutre pour les entreprises assujetties de manière à ne pas rajouter une charge fiscale supplémentaire et surtout pour que cette taxe porte effectivement sur la valeur ajoutée.

Conditions de forme : la déduction de TVA doit être justifiée par les factures relatives aux achats donnant droit à la déduction. La facture doit être réelle c'est-à-dire comporter plusieurs mentions obligatoires dont les plus importantes sont le prix HT, le montant de TVA et le taux appliqué.

Conditions de fond : pour bénéficier de cette déduction, la condition la plus importante est d'être redevable de la TVA ou d'être assimilé à un redevable. De plus la TVA n'est déductible que si les biens concernés sont affectés à la production ou au fonctionnement de l'exploitation.

Conditions de délai : la TVA déductible au titre des opérations d'achats de biens ou de services d'un mois donné s'impute sur le montant de

TVA collectée au cours du même mois.

La TVA nette à payer

Tous les mois, l'entreprise reverse la TVA qu'elle a collectée auprès des clients. Elle en déduit la TVA qu'elle a payée à ses fournisseurs et en reverse la différence.

Quand le montant de TVA collectée est supérieur au montant de TVA déductible : on parle de TVA nette à payer.

Quand la TVA déductible est plus importante que la TVA collectée : on parle de crédit de TVA

- Soit le crédit de TVA sera déduit de la TVA à verser sur le prochain acompte
- Soit l'entreprise peut demander un remboursement

Considérations critiques sur la TVA

- La TVA n'est pas un argument de justice sociale : elle pèse d'autant plus sur un agent économique qu'il consomme une fraction plus importante de son revenu. La TVA pèse donc plus sur les pauvres qui consomment une grosse fraction de leur revenu, que sur les riches, qui ont les moyens d'épargner plus.

- Ce n'est pas un impôt redistributif : le taux payé est le même pour tous, quelque soit les revenus contrairement aux impôts progressifs

- Pour l'état, la TVA génère des recettes qui dépendent de la consommation : cela met les finances publiques en phase avec l'activité économique ce qui peut être vu comme un inconvénient.